

dimanche 31 octobre 2010 Ouest France

**L'opposition à la réforme des retraites révèle un malaise profond des salariés, dit Jean-Claude Guillebaud. Parce que le travail est dévalorisé, ils se battent pour profiter, enfin, de la vie.**

Entretien

Jean-Claude Guillebaud.

66 ans, écrivain, essayiste, conférencier et journaliste. Lauréat du Prix Albert Londres, collabore à *La Vie* et au *Nouvel Observateur*. Il est l'auteur d'une vingtaine d'ouvrages. Son livre *Le principe d'humanité* lui a valu le Prix européen de l'essai Charles Veillon. Il vient de publier, avec Jean Lacouture, au Seuil, *Sont-ils morts pour rien ? Un demi-siècle d'assassinats politiques*.

**Que révèlent les manifestations contre la réforme des retraites ?**

Un dégoût du travail. Un travail vécu par de nombreux salariés comme une corvée. Je m'étonne que ce thème ait été peu abordé. Les salariés ont de bonnes raisons de rêver de partir : ils perçoivent la retraite comme une libération, un temps où ils vont enfin profiter de la vie. Cette posture tranche avec ce que pensaient les gens des générations précédentes, pour qui la retraite était vécue comme un pas de plus vers la mort.

**Vous parlez de dévalorisation symbolique du travail et du salariat ?**

Depuis les années 70, la part du travail dans le partage des richesses n'a cessé de baisser, au profit du capital. On rémunère plus le capital que le travail. Et on introduit l'idée qu'il vaut mieux être rentier que salarié. Ce constat introduit un deuxième changement d'état d'esprit : le salarié est considéré comme un surplus, quelque chose qui coûte cher.

La preuve, l'humain disparaît de nombreux postes de travail. C'est ce que vous pensez ?

Sur les quais des gares, dans les banques, les grandes surfaces, on voit de moins en moins de gens. On est entré dans un processus où le salarié est considéré comme un archaïsme. Au niveau de la dignité symbolique, c'est catastrophique. Et puis, il y a une troisième raison à cette dévalorisation du salariat. Après la chute du communisme et la montée de l'extrême droite, on a une autre image du prolétaire. Avant, il était opprimé. Après, il devient comme le beauf de Cabu : il vote FN et est un peu raciste... Il y a une dislocation des cultures ouvrières et paysannes qui, autrefois, donnaient une dignité au travail manuel. Lorsque j'étais enfant, les artisans étaient fiers de ce qu'ils faisaient. On mettait cela en avant.

Mais cette fierté altérée ne touche-t-elle pas aussi les cols blancs ?

C'est la même chose. Avant, l'instituteur était un personnage respecté. Il transmettait le savoir. Aujourd'hui, il est sous-payé, pas formé. Son image sociale, comme celle d'autres métiers, s'est déglinguée. Les travailleurs ont été considérablement disqualifiés au profit du clinquant, des joueurs en Bourse, des people. Tout un salariat est humilié.

Une humiliation aggravée, dites-vous, par le creusement des inégalités ?

Les inégalités sociales se sont aggravées de manière vertigineuse. Dans les années 60, on pensait que le maximum d'inégalité tolérable était compris dans une fourchette de 1 à 20. Aujourd'hui, dans les entreprises du Cac 40, on est dans un rapport de 1 à 400 avec des dirigeants rémunérés par des bonus, des retraites chapeau, des stocks options. Le loser, c'est le salarié lambda.

Quelles sont les conséquences de ces inégalités grandissantes ?

Une cohésion sociale ravagée, précisément ce qui tient la société debout. Cette cohésion ne peut exister qu'avec un minimum de justice. Sinon, chacun pense à soi. On le voit avec le développement des corporatismes où l'idée de bien commun se dissipe. Si on ajoute à ça le chômage de masse, des conditions de travail qui se dégradent - ce que constatent depuis vingt ans les médecins du travail sans être écoutés - on voit les effets dévastateurs. Le stress, avec les nouvelles techniques de management, s'est ajouté à la fatigue physique. Ça donne le suicide au travail.

**Vous n'êtes donc pas surpris par ce qui se passe ?**

Nous étions quelques-uns, avant l'été, à dire que la réforme des retraites ne passerait pas facilement. Qu'il y aurait des mouvements sociaux violents. La société s'est durcie. Les jeunes ont le sentiment qu'il n'y a pas de place pour eux. Ils vivent l'avenir comme une menace. C'est cette grande inquiétude que révèle leur présence dans les cortèges. Quant aux autres salariés, ils veulent bien faire des efforts pour résoudre le déséquilibre démographique des retraites, mais ils ne veulent pas rembourser les déficits publics creusés par les folies des banquiers.